

One Planet Summit : pourquoi la croissance n'est pas l'ennemie de l'environnement mais celle qui pourra nous sauver

A. Delaigue, Atlantico, 26 septembre 2018

Atlantico : Depuis plusieurs semaines, et en étant à l'origine de l'appel des 200 personnalités pour sauver la planète, l'astrophysicien Aurélien Barreau fait figure de nouvelle figure de la lutte écologique. Cependant, en faisant un lien entre croissance économique et réchauffement climatique, cette approche ne néglige-t-elle pas notre capacité à décorrélérer croissance, exploitation des ressources, et rejet de gaz à effets de serre ?

Alexandre Delaigue : Si l'on raisonne de cette manière, cela veut dire que l'on raisonne à technique constante. Raisonner de cette manière, c'est augmenter la production avec des techniques qui seront constantes et dont l'intensité en carbone va être elle aussi constante.

Mais ce calcul ne tient pas la route économiquement. Le principe même de la croissance, c'est justement de changer de technique de production.

Il existe un exemple historique qui date d'il y a un peu plus d'un siècle. Vers 1860, un économiste anglais s'était vu confier la mission de calculer l'évolution de la consommation britannique de charbon. Il avait calculé qu'un siècle plus tard, la Grande-Bretagne, si elle continuait de croître au même rythme, allait consommer plus de charbon que l'intégralité des stocks mondiaux.

Or, ce qui s'est passé, c'est qu'il y a eu une substitution de technique. Les Britanniques ont continué d'utiliser plus de charbon, mais pas du tout dans les proportions prévues, car il y a eu entre temps de nouvelles technologies qui ont abouti au fait d'utiliser moins de charbon dans toute une série de domaine.

La croissance repose sur des nouvelles technologies. Par définition, nous ne les connaissons pas. Nous ne savons pas ce dont nous sommes capables de faire et partir du principe que l'intensité en carbone de la croissance va être constante de manière indéfinie est assez faux. Les émissions de carbone par unité de PIB ont tendance à diminuer dans beaucoup de pays riches. D'autre part, c'est aussi négliger la possibilité de changement technique.

Bien sûr, il est aussi tout à fait possible que l'intensité en carbone par PIB augmente plus vite plus tard. Mais il ne faut pas exclure que sous l'effet d'un certain nombre de politiques publiques, de prises de conscience, nous arrivons à réduire notre intensité en carbone de la croissance.

Il n'est pas possible de faire ce genre de prévision, cela ne correspond pas à la réalité.

"Il faut s'opposer à un peu de notre liberté, à un peu de notre confort" seraient ainsi les solutions envisageables pour faire face au défi auquel nous faisons face aujourd'hui. Cependant, dans une telle logique de décroissance, et en prenant en compte le fait que la population mondiale pourrait atteindre de 8.5 à 12 milliards de personnes avant de décliner, ne peut-on pas plutôt anticiper des sacrifices bien plus importants qu'"un peu de confort" et "un peu de liberté" ?

Dire que c'est "un petit peu", pardonnez-moi, c'est soit se tromper complètement soit ne pas dire la vérité aux gens. Car si l'on veut faire le calcul, on se retrouve avec une équation décroissante qui est absolument impossible.

Un calcul a été fait au niveau des émissions de Co2 il y a quelques années par Thomas Piketty. Ce dernier calculait la quantité de carbone que l'on pouvait émettre dans l'atmosphère d'ici 2100 pour atteindre les objectifs des "pas plus de deux degrés d'ici 2100". Il était arrivé à la conclusion que,

étant donné les projections de population mondiale, chaque personne sur la planète ne devait pas émettre plus d'1.5 tonnes de carbone par an jusqu'à la fin du siècle.

En France, nous en émettons actuellement 5 tonnes par an. Et nous sommes parmi les bons élèves ! Comptez entre 15-16 aux États-Unis et 9-10 en Allemagne. Cela est dû au fait qu'une bonne partie de notre électricité n'émet pas de gaz à effet de serre, car elle provient du nucléaire.

1.5 tonnes par an, c'est ce que l'on génère déjà en adoptant une alimentation végétarienne. Cela signifie que pour atteindre ces objectifs, tous les habitants de la planète doivent se mettre à manger végétarienne, ne plus chauffer leur maison, ne plus prendre l'avion, ne plus utiliser leur voiture, etc. Nous ne sommes pas du tout dans des petits ajustements de notre quotidien !

Il est possible aussi de faire le même raisonnement en termes de PIB au niveau de l'économie mondiale. À technique équivalente et en partant du principe que l'on veut réduire les inégalités, cela signifie que pour maintenir le PIB mondial à un niveau constant (ce qui est déjà trop par rapport aux émissions de gaz à effet de serre d'ici 2100), il faudrait passer à un PIB par habitant de l'ordre de 5 000 dollars par an... Cela nous amène à la moitié de l'actuel seuil de pauvreté en France.

Peut-on envisager sérieusement que la totalité des habitants des pays riches (car ce n'est pas juste les très riches qui devront faire quelques sacrifices) doivent subir une perte de revenu qui correspond aux trois-quarts de leur revenu actuel ? Cela n'est pas faisable sans causer une désorganisation majeure de la société, une explosion sociale.

En guise de référence, nous pouvons penser à la Grèce. Le pays ne peut plus se payer ses pompiers ni ses hôpitaux alors que son PIB n'a baissé que d'un tiers...

Soyons clair, exiger de plus d'un milliard de personnes qu'ils descendent à un revenu par habitant de l'ordre de 5 500 dollars par an, ce n'est même pas la peine d'imaginer l'envisager.

En d'autres termes, nous n'avons pas le choix, nous ne pouvons pas nous reposer sur la décroissance en disant qu'il ne s'agit que de quelques sacrifices. La seule possibilité, c'est de modifier considérablement notre système technique afin d'avoir une production qui garantit des revenus satisfaisant avec un coût environnemental beaucoup plus faible. L'équation décroissante est impossible

Une telle logique, ne conduirait-elle pas plutôt à un renforcement des inégalités et à une déstabilisation politique bien plus sévère que ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui ?

La préoccupation environnementale est très clairement une préoccupation que l'on a dans les pays riches. En Inde par exemple, il y a énormément de charbon avec 500 000 personnes qui travaillent dans l'extraction du charbon. Donc le gouvernement n'a aucune intention d'en réduire l'utilisation et au contraire fabrique de plus en plus de centrales.

Nous sommes ici face à une réalité, dans les pays pauvres, les préoccupations écologiques et environnementales passent au second plan parce que la priorité, c'est la lutte contre la pauvreté. Du côté des pays riches, les sacrifices à faire sont d'une telle ampleur qu'on ne voit absolument pas comment ils pourraient être faits, l'équation est vite calculée. Soit nous voulons réduire les inégalités, et dans ce cas nous sommes face à une équation impossible, soit nous maintenons un niveau élevé d'inégalités, mais dans ce cas-là nous indiquons à une partie de l'humanité qu'elle n'a aucun droit de pouvoir espérer s'enrichir et qu'elle est condamnée à une grande pauvreté. Au niveau mondial, c'est socialement intenable.

Quelles sont aujourd'hui les sources d'espoir, ou les exemples qui peuvent permettre de démontrer qu'une croissance responsable est possible dans le monde de demain, et ce, sans renoncer à une amélioration des conditions de vie de la population mondiale ?

Plutôt que de raisonner d'une manière très globale, il faut commencer à regarder quels sont les différents problèmes et voir qu'à tous ces différents problèmes, il est possible de trouver des solutions. Mais à condition de les traiter les uns après les autres.

En matière de réchauffement climatique, nous avons une grande priorité qui est le charbon. Une trop grande partie de nos émissions mondiales vient de là. Si nous pouvions déjà résoudre ce problème-là, nous gagnerions énormément de temps. C'est très ambitieux, mais c'est réalisable. Il est par exemple possible de choisir la solution française avec un gros recours au nucléaire. Cela peut être un choix, mais si on ne veut pas aller dans cette direction, il faut se poser la question : par quoi remplace-t-on le charbon dans le reste du monde ? Doit-on utiliser des techniques de captation d'émissions de carbone de la combustion du charbon ?

Beaucoup de techniques existent déjà, mais sont très coûteuses. Cela implique beaucoup d'investissements. Il faut regarder les problèmes concrètement et trouver des solutions pour chaque problème. Nous avons un modèle pour ça, c'est justement ce que nous avons réussi à faire avec la couche d'ozone. Dans les années 80, nous avions des techniques qui généraient la destruction de la couche d'ozone, nous avons eu des accords internationaux, des réglementations disant : "on va arrêter cette technique, on va en développer d'autres" et nous y sommes arrivés. Cela fait partie des grands succès en matière environnementale, nous avons réussi à résoudre ce problème. C'est la matrice qu'il faut employer à une échelle beaucoup plus grande, en n'ayant pas peur d'accepter certains sacrifices. Les écologistes en particulier devront à ce niveau-là être un peu plus agnostiques.